

<https://ricochets.cc/Retour-sur-le-rassemblement-pour-les-palestiniens-a-Valence-le-22-mai.html>



Retour sur le rassemblement pour les palestiniens à Valence le 22 mai

- Les Articles -

Publication date: samedi 22 mai 2021

Copyright © Ricochets - Tous droits réservés

Après le rassemblement de Romans la semaine dernière avec plus de 200 personnes. A peu près autant de monde a manifesté à Valence le 22 mai à l'appel de l' Afps contre la répression, les assassinats, et l'apartheid en Palestine.

(en PS, quelques remarques sur la situation à Crest)



Retour sur le rassemblement pour les palestiniens à Valence le 22 mai Rassemblement d'au moins 200 personnes au kiosque

Jérusalem : capitale de l'apartheid.

Et soudain, médias et gouvernements occidentaux firent semblant de découvrir que Jérusalem était une ville « sous tension ». Et pourtant : depuis des décennies, la politique de l'État d'Israël à Jérusalem est connue et documentée ; depuis des décennies, cette politique est guidée par trois principes : colonisation, expulsion, discrimination. Et elle suscite la révolte, légitime, des Palestiniens.

Les hypocrites « appels au calme » - y compris à Jérusalem - des dirigeants des pays occidentaux, France en tête, sont d'autant plus cyniques que les chancelleries sont régulièrement informées de la dégradation de la situation à Jérusalem, et de ses causes.

« Exclusion politique, économique, sociale des Palestiniens »

Année après année, les diplomates de l'Union européenne en poste à Jérusalem rédigent ainsi des rapports sans ambiguïté, qui décrivent avec précision - sans jamais évidemment le nommer - le processus de nettoyage ethnique à l'oeuvre dans la ville : « Les [récents] développements à Jérusalem-Est ont été caractérisés par l'expansion de la colonisation et un nombre considérable de maisons démolies et de Palestiniens expulsés. Israël poursuit activement, en pratique, l'annexion illégale de Jérusalem-Est en affaiblissant la communauté palestinienne de la ville, en empêchant le développement urbain des Palestiniens et, au bout du compte, en séparant Jérusalem-Est du reste de la Cisjordanie » (rapport de 2009) ; « L'expansion de la colonisation s'est poursuivie, y compris dans les zones très sensibles ; des politiques très restrictives sur les constructions palestiniennes à Jérusalem ont été maintenues avec force et ont été suivies par des vagues de démolitions et d'expulsions ; l'éducation pour les Palestiniens reste

inéquitable ; les Palestiniens continuent d'affronter des difficultés pour bénéficier des soins de santé ; l'économie de Jérusalem-Est ne montre aucun signe d'amélioration » (rapport de 2014) ; « L'expansion des colonies et l'exclusion politique, économique, sociale des Palestiniens, qui ne cesse de s'aggraver, ont un impact négatif sur la situation à Jérusalem » (rapport de 2017) ; etc.

Colonisation et isolement

Totalement conquise en juin 1967, la ville de Jérusalem, et notamment sa partie orientale (sous administration jordanienne jusque'en 1967), illégalement annexée par Israël, est depuis des décennies le théâtre d'une politique de judaïsation systématique, dont l'objectif est d'assurer une large supériorité démographique juive afin de contrer toute revendication de souveraineté palestinienne sur ce qu'Israël présente comme sa « capitale une et indivisible ».

Pour ce faire, et c'est sans doute l'aspect le plus connu de cette politique, Israël a pratiqué une politique de colonisation à grande échelle, implantant des populations civiles dans les territoires conquis - un crime de guerre au regard du droit international - dans une logique visant notamment à briser toute continuité entre les quartiers/villages arabes de la zone, mais aussi à isoler Jérusalem du reste la Cisjordanie. Des « blocs de colonie » ont ainsi été construits au nord, à l'est et au sud de Jérusalem, ainsi qu'un système de checkpoints, « complété » par la construction du Mur, et une limitation drastique des possibilités, pour les PalestinienEs de Cisjordanie, de se rendre dans la ville. Cette politique a non seulement conduit à séparer les PalestinienEs de Jérusalem de celles et ceux de Cisjordanie, mais aussi à appauvrir considérablement Jérusalem-Est, qui était jusqu'alors un centre économique, médical, culturel et religieux pour de nombreux résidentEs de Cisjordanie.

Plus de 200 000 colons vivent désormais à Jérusalem-Est, mais la supériorité démographique est toujours loin d'être assurée, avec près de 360 000 PalestinienEs toujours sur place malgré les conditions de vie dramatiques liées aux politiques israéliennes. Les événements de ces dernières semaines rappellent à ceux qui entendaient fermer les yeux sur cette situation tragique et sur les conséquences des politiques coloniales israéliennes que les PalestinienEs de Jérusalem refusent de se laisser faire.

(post du NPA)

- ▶ Tous les juifs et juives sont loin d'être réactionnaires et colonialistes heureusement, exemple : [Aux Juifs et aux Juives de France, à propos d'Israël](#) - Communiqué du groupe Juives et juifs révolutionnaires. - À chaque regain de violence entre l'État d'Israël et les Palestiniens et Palestiniennes, une partie de la communauté juive de France prend parti en faveur du premier. Cela s'explique notamment pour certains par des liens familiaux et l'inquiétude pour des proches qui peuvent conduire à une identification avec cet État. Tous les Juifs et les Juives ne partagent pas cette position : une partie est attachée à l'État d'Israël mais capable d'un regard critique vis-à-vis de la droite israélienne, du gouvernement israélien, de la situation coloniale et de l'histoire de ce pays. D'autres ne se sentent aucunement lié-es à lui.

PS:

NOTES : [à Crest, la municipalité de Mr Mariton entrave toujours l'expression publique de soutien aux palestiniens](#) et de dénonciation de la politique coloniale de l'Etat d'Israël et de l'extrême droite israélienne.

Pour la mairie maritonienne, seules les victimes des dictatures dites « communistes » sont dignes d'intérêt de visibilisation dans l'espace dit public, comme les tibétains réprimés par l'Etat chinois. Les expressions d'autres victimes sont bannies.

- ▶ On remarque aussi ce samedi 22 mai à Crest sur le marché que des gendarmes sont venus spécifiquement contrôler l'identité de personnes

Retour sur le rassemblement pour les palestiniens à Valence le 22 mai

qui diffusaient tracts et pétition pour les palestiniens et l'arrêt des violences qui les visent.

On dirait que toute activité publique autre que commerciale est considérée d'emblée comme suspecte, pré-délinquante, à surveiller, contrôler voire bannir dès qu'un prétexte le permet, que le système policier a décidé de faire pression sur tout ce qui dépasse du cadre institutionnel.